



Le 18 octobre, 2010

**De l'espoir pour les familles et du leadership pour l'avenir du Canada :
Ce que le ministre des Finances aurait dû dire**

Un discours de Marc Garneau, le porte-parole libéral responsable de l'Industrie, sciences et technologies, au sujet de l'économie du Canada

Le Chambre de commerce du Montréal métropolitain

(Seule la version lue fait foi)

Bonjour et merci.

J'apprécie l'occasion de vous parler aujourd'hui de la façon que le parti libéral du Canada perçoit l'économie et sa préoccupation vis-à-vis le fardeau grandissant que doivent épauler nos familles.

Le ministre des Finances, Jim Flaherty vient de nous servir deux discours. Dans le premier devant le « Canadian Club » à Ottawa, il a littéralement dépeint l'opposition à la Chambre des communes comme une bande d'irresponsables, prêts à piller la nation et à saborder le navire de l'État.

« Mettez vos femmes et enfants à l'abri », a-t-il averti les membres de l'auditoire. « Aucune des choses qui vous sont chères n'est garantie entre les mains de ces infâmes non-Conservateurs ».

Vous vous souviendrez que la réaction de l'auditoire, des médias et du pays tout entier, a été plutôt négative et a nui à la crédibilité du ministre.

Aujourd'hui je vous offre un contraste : un discours sérieux et réfléchi qui parle de l'état de notre économie, de nos défis et des priorités que doit assumer un gouvernement responsable.

Today, I and my colleagues Ralph Goodale and Scott Brison are before Canadians to provide a contrast to the approach used by Mr. Flaherty. Mr. Goodale is speaking at this very moment in Ottawa and Mr. Brison is speaking in Toronto. Mr. Ignatieff will also speak on this subject later today at an "Open Mike" session.

As I mentioned, M. Flaherty delivered a second speech – last Tuesday – to mark the tabling of his fall fiscal update to Canadians.

Peut-être lui a-t-on demandé de créer une diversion pour détourner l'attention du vote au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Quelle que soit la raison, M. Flaherty s'est pointé mardi – à un déjeuner-causerie à Mississauga – pour déposer les états financiers de mi-parcours du gouvernement, qui, à part le Budget, représentent les documents économiques les plus importants du gouvernement. Que faut-il penser du contenu?

Malheureusement, qu'il est horriblement superficiel.

Enfoui sous toutes les données, mais jamais mentionné explicitement, se trouve le plus important déficit fédéral de l'histoire de notre pays : 55,6 milliards de dollars pour l'année 2009-2010, soit presque 2 milliards de plus que les prévisions du printemps dernier.

L'histoire canadienne n'a jamais connu de gouvernement si dépensier.

Toutefois, si l'on en croit la Mise à jour, la situation financière se rétablira miraculeusement dans les environs de 2015. Comment? On ne le sait pas. Le ministre s'est contenté de répéter : « Nous sommes sur la bonne voie. » Mais sans nous offrir de raisonnement pour justifier cette confiance.

Vous vous rappellerez que ce ministre et le Premier ministre ont prétendu aux dernières élections qu'une récession était improbable et qu'un gouvernement conservateur n'afficherait jamais de déficit. Ils ont constamment présenté des projections financières erronées et n'ont jamais obtenu des résultats meilleurs que leurs prévisions. La réalité a toujours été bien pire.

Les conservateurs de Stephen Harper soutiennent que, cette fois-ci, ils ont instauré un mécanisme de protection. Ils ont fondé leurs projections de la croissance du PIB sur les prévisions fournies par 15 spécialistes du secteur privé. Ils ont calculé la moyenne de ces prévisions puis, pour un peu plus de sûreté, comme ils disent, ils ont rajusté à la baisse la « croissance moyenne prévue » pour se prémunir contre d'éventuels dérapages.

Mais, regardons de plus près ce procédé. Dans un premier temps, le ministre avoue qu'il existe un écart énorme entre les prévisions les plus optimistes et les plus pessimistes, écart qui frôle 60 milliards de dollars. Il ne serait absolument pas réaliste d'adopter la « moyenne » de ces projections si diamétralement opposées, surtout si les prévisionnistes les plus fiables se trouvent du côté pessimiste de l'équation, et que l'établissement de la moyenne n'a pour effet que de diluer et d'occulter leur mise en garde.

Le fait que les prévisions détaillées de ces spécialistes n'aient pas été publiées est très révélateur.

Dans un deuxième temps, il convient de faire attention au « rajustement en fonction du risque » effectué par le ministre. Ayant prévu le scepticisme qu'afficheraient bon nombre de personnes devant ces prévisions, il a voulu doré la pilule. Ne vous en faites pas, a-t-il tenu à nous rassurer, je rajusterai à la baisse la projection de croissance moyenne du secteur privé, ce qui procurera un certain coussin si jamais elle déraile.

Bonne idée? Oui, si elle est sérieuse.

Or, le rajustement pratiqué par M. Flaherty – son mécanisme de protection – ne procure au mieux qu'un coussin de 0,61 %, ce qui est moins que l'erreur d'arrondissement dans les registres comptables du gouvernement du Canada. D'abord, il est minuscule, puis il disparaît avec le temps, ce qui est exactement le contraire de ce qui devrait se produire!

Même les meilleures projections, qui vont au-delà de deux ans, comportent un risque d'erreur qui augmente de façon exponentielle. C'est au cours de ces années ultérieures qu'il faut se doter du plus gros coussin possible contre le risque, mais c'est exactement à l'égard de ces années que M. Flaherty a prévu le moins de protection.

Il y a donc lieu de se méfier des chiffres que contient cette Mise à jour.

En plus, aucune évaluation n'a été présentée des facteurs en jeu dans l'économie mondiale où le Canada doit trouver son chemin. L'analyse du gouvernement se limite exclusivement à des statistiques choisies qui montrent que la situation dans d'autres pays est pire que la nôtre.

Parlons de notre plus important partenaire, les États-Unis. Combien de temps le taux de chômage continuera-t-il de frôler les 10 %? Combien de temps les déficits fédéraux peuvent-ils continuer de gruger 10 % du PIB annuel?

Les États-Unis connaîtront-ils une dérive économique de 5 ans, 7 ans ou 10 ans, comme le Japon a connue? Et, pour faire progresser la demande mondiale, qui remplacera le consommateur américain riche et dépensier qui est maintenant sans le sou?

En Europe, la crise de l'endettement de la Grèce est-elle une petite anomalie? Quelles autres mesures de rééquilibrage s'imposent dans l'Union européenne?

Dans les marchés émergents, surtout la Chine, l'Inde et le Brésil, comment et quand le pouvoir d'achat d'une véritable nouvelle classe moyenne fera-t-il progresser la demande intérieure qui compensera la dépendance excessive envers les exportations vers les États-Unis et l'Union européenne?

Au Canada, quelles seront les retombées lorsqu'un grand nombre de babyboomers atteindront l'âge de la retraite l'an prochain? Quelles en seront les répercussions sur les soins de santé, les pensions, les installations de retraite et tous les autres services associés au vieillissement de la population?

Vu la taille plus petite des prochaines générations qui remplaceront les babyboomers sur le marché du travail, comment le Canada règlera-t-il le sérieux problème que présentent le ralentissement de la productivité et la concurrence mondiale?

Et que faire de l'épineux problème que sont les forts niveaux d'endettement des ménages?

The average Canadian family owes about 96 000 \$. We owe roughly 1.50 \$ for each available dollar of revenue. Out of every dollar we spend, 20% goes into paying interest.

Need I mention the extremely preoccupying debt levels that now exist in a number of provinces?

Malheureusement, ce gouvernement s'est limité à dire... « Ne vous en faites pas »... nous avons mieux résisté à la pire récession que la plupart des autres pays.

Mettons une chose bien au clair. Les forces économiques qui ont permis au Canada de traverser la récente tempête ne sont pas le fruit du labeur du gouvernement Harper. Elles sont dues à la discipline des citoyens canadiens et aux politiques d'élimination du déficit et de réduction de la dette des gouvernements libéraux depuis 1993 qui ont donné :

- une décennie de budgets équilibrés;
- des réserves pour éventualités explicites et des facteurs de prudence supplémentaire enchâssés dans le budget;
- le recours équilibré aux excédents pour rembourser la dette, rendre les taux d'imposition concurrentiels et investir dans les priorités économiques et sociales essentielles, comme la prestation fiscale pour enfants, l'infrastructure publique, l'investissement en R&D, l'aide aux étudiants et les soins de santé;
- la réduction de moitié du ratio de la dette au PIB;
- un marché du logement canadien rationnel;
- un régime de pension publique sûr;
- des banques solides et une réglementation responsable du système financier.

Bref, voilà les éléments qui nous ont permis de traverser la tourmente. Et, si vous me permettez une petite vantardise partisane explicite... on les doit à Jean Chrétien et Paul Martin.

Pour reprendre les propos d'André Pratte du 13 octobre dernier et je cite : « si Ottawa a affronté la récession avec des finances saines, c'est parce que le gouvernement Chrétien a eu le courage de faire le ménage. Lorsque Stephen Harper est arrivé au pouvoir, il a agi comme si les coffres gouvernementaux n'avaient pas de fonds... »

Entre 2006 et 2008, les dépenses du gouvernement fédéral ont grimpé de 18 %. Ce taux effarant est trois fois le taux de l'inflation – du jamais vu.

Les réserves pour éventualités et les facteurs de prudence ont été éliminés des budgets fédéraux.

Puis notre pays a recommencé à afficher des déficits, AVANT même que la récession ne s'amorce à l'automne 2008.

Quelque 400 000 emplois canadiens ont été perdus pendant la récession. Heureusement, un nombre semblable d'emplois ont été récupérés depuis, mais ils ne sont pas de la même qualité. Le Canada compte 162 000 emplois à temps plein de moins aujourd'hui qu'en octobre 2008.

Le taux de chômage est bloqué à près de 8 %, soit quelque deux points de plus qu'avant la récession.

Cette situation est à l'avenant du recul des perspectives de croissance économique au Canada. Tous, depuis la Banque du Canada aux banques du secteur privé, en passant par les groupes de réflexion indépendants, ont révisé leurs projections à la baisse. Des termes comme « tiède », « décevant », « faible » et « incertain » émaillent leurs propos lorsqu'ils décrivent l'avenir.

Les Canadiens ont besoin d'un plan directeur pour arriver à la relance. Où se trouve le plan qui aidera les familles de la classe moyenne à joindre les deux bouts? Où se trouve le plan qui assurera une croissance plus forte de la productivité et de la compétitivité du Canada?

À titre d'exemple, en ce qui a trait à l'industrie aérospatiale, comment se fait-il que ce gouvernement n'ait pas de plan stratégique? Permettez moi de vous garantir qu'un gouvernement libéral articulera une stratégie qui misera fortement sur cette industrie! On ne peut plus se permettre de reculer devant nos compétiteurs.

At its core, the Conservatives' policy is indifferent to the constant worry that's become part of the landscape, particularly for middle class families. Worry because of our aging population, worries about our lagging productivity and innovation. Worry because less working Canadians will have to support more retired Canadians. Worry because the world is changing and Canada is getting left behind.

At the next election, Canadians will have a clear choice, based on different priorities. How will the Liberal approach differ from that of the current government?

D'entrée de jeu, soyez assurés qu'un gouvernement libéral saura gérer l'argent des contribuables de façon beaucoup plus efficace que le gouvernement actuel. Que dire de la dépense de plus d'un milliard pour les sommets du G8 et du G20? Que dire du budget de publicité de \$130 million du gouvernement dont la majorité a servi à faire de "l'auto-promotion"? Nous aurions encore moins proposé les changements au recensement qui coûteront 30 millions de dollars de plus pour en savoir moins sur nous mêmes, avec des incidences négatives pour le pays, dont une gouvernance moins éclairée parce que moins informée.

Un gouvernement libéral ne dépensera pas inutilement dans la construction de nouvelles prisons alors que le taux de crime est à la baisse. Il défendra par contre le registre des armes à feu afin d'appuyer nos policiers.

Le choix de nos avions militaires ne se fera pas à l'aveuglette, ou selon des critères opaques. Il se fera dans le cadre d'un processus d'appel d'offres qui assurera aux canadiens qu'ils en auront pour leur argent et qui garantira des retombées très substantielles à l'industrie aérospatiale canadienne ainsi qu'un transfert de propriété intellectuelle.

Les priorités d'un futur gouvernement libéral s'appuieront sur ce que les Canadiens nous ont dit au cours de la tournée estivale de l'Express Libéral de Michael Ignatieff. Voici les priorités que nous comprenons de l'immense majorité des familles canadiennes!

L'apprentissage et la formation. Tout en respectant les champs de compétences des provinces, nous aiderons les familles à accéder aux études post-secondaires. Nous soutiendrons la formation de la main-d'œuvre. Nous prendrons les moyens nécessaires pour combler l'écart qui existe en matière d'éducation pour les Premières nations. Nous fournirons aux immigrants et aux canadiens en ayant besoin, une formation en langues et en alphabétisation.

Nous investirons dans nos citoyens afin de faire de la main-d'œuvre canadienne la plus qualifiée au monde. Voilà ce qui incombe à un gouvernement responsable de faire si on veut assurer la croissance économique au Canada.

Il ne suffit pas de « survivre » à la récession! Il faut sortir de cette récession en position de force.

Une autre priorité: les soins. Il y a quelques semaines, Michael Ignatieff annonçait le plan libéral pour les soins familiaux, un plan qui appuie des centaines de milliers de familles qui prodiguent

des soins à domicile à un membre de leur famille. Dans les semaines à venir, nous nous adresserons aux pensions.

Il ne s'agit pas simplement de priorités sociales — il s'agit de priorités économiques. Si on veut une économie forte, nous devons fournir un appui à nos aidants naturels et permettre à nos retraités de vivre dans la dignité. Sinon, les coûts de sociétés seront encore plus élevés.

Autre priorité: Notre leadership dans le monde. Pour la première fois de l'histoire, le Canada s'est vu refusé un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Nous devons collectivement reconnaître ce cuisant échec et en tirer les leçons pour l'avenir. Blâmer les autres pour nos échecs est totalement irresponsable. Il est maintenant tout à fait clair qu'il nous faut rebâtir nos réseaux d'influence.

Une nouvelle approche pour un monde nouveau devient impérative. Il faut stimuler les alliances entre les pays qui partagent nos buts et adhèrent à nos valeurs. Et il nous faut poursuivre énergiquement des relations beaucoup plus approfondies avec la Chine et l'Inde, non seulement en matière de commerce mais aussi dans nos liens culturels.

Voilà nos priorités : les emplois d'aujourd'hui; les emplois de l'avenir; l'aide aux familles de la classe moyenne; le soutien à nos aînés. Le Canada doit reprendre sa position de leadership sur la scène internationale.

Bien sur, des choix difficiles s'imposent.

Toutes nos politiques ont été élaborées en tenant compte de leurs coûts. Voilà pourquoi nous allons surseoir aux baisses d'impôt sur les grandes entreprises. Grâce à l'initiative libérale qui avait reconnu le besoin de baisser ce taux d'un sommet de 28%, nous demeurerons très compétitif à un niveau de 18%.

Soyons clairs; les libéraux veulent réduire le niveau de taxation et nous l'avons démontré à maintes reprises. Cela a été fait de façon responsable alors que nous avons des surplus budgétaires, conséquence d'une saine gestion.

Nous libéraux avons fait nos choix selon les priorités que nous estimons être celle de la grande majorité des canadiennes et des canadiens. Les priorités de la classe moyenne. Nos choix s'inscrivent dans la grande tradition du parti libéral qui a toujours cherché à soutenir les citoyens dans leur quête d'épanouissement et de défis propres à une grande nation.

Vive le Canada!

Merci.